

2022

JANVIER-
MAI

INDEX

des Notes d'information sur la jurisprudence de la Cour



Index de la jurisprudence de la Cour résumée
dans les Notes d'information en 2022

Cour européenne des droits de l'homme

La Note d'information contient les résumés d'affaires dont le greffe de la Cour a indiqué qu'elles présentaient un intérêt particulier. Les résumés sont rédigés par des juristes, sous l'autorité du juriconsulte, et ne lient pas la Cour. Ils sont en principe rédigés dans la langue de l'affaire concernée. Les traductions des résumés vers l'autre langue officielle de la Cour sont accessibles directement à partir de la Note d'information, au moyen d'hyperliens pointant vers la base de données HUDOC qui est alimentée au fur et à mesure de la réception des traductions.

Un index annuel récapitule les arrêts et décisions résumés dans les Notes d'information, présentés par articles de la Convention et mots-clés pertinents. Afin de rendre plus performant l'accès à l'information contenue dans celles-ci, un index cumulatif mensuel est édité et mis en ligne régulièrement, si possible à chaque parution de la note.

Les versions électroniques des Notes d'information et des index peuvent être téléchargés à l'adresse www.echr.coe.int/NoteInformation/fr. Les résumés juridiques publiés dans les Notes d'information sont aussi disponibles dans la base de données HUDOC sous le filtre et les liens « Résumés juridiques ».

Disponible gratuitement, la base de données HUDOC (<http://hudoc.echr.coe.int/fre>) donne accès à la jurisprudence de la Cour (arrêts et décisions de Grande Chambre, de chambre et de comité, affaires communiquées, avis consultatifs et résumés juridiques extraits de la Note d'information sur la jurisprudence), ainsi qu'à celle de l'ancienne Commission européenne des droits de l'homme (décisions et rapports) et aux résolutions du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

Cour européenne des droits de l'homme
Conseil de l'Europe
67075 Strasbourg Cedex
France
Tél: +33 (0)3 88 41 20 18 / Fax: +33 (0)3 88 41 27 30
publishing@echr.coe.int
www.echr.coe.int
twitter.com/ECHR_CEDH
Fils RSS

Photo: Conseil de l'Europe
Couverture: vue intérieure du Palais des droits de l'homme (architectes: Richard Rogers Partnership et Atelier Claude Bucher)

© Conseil de l'Europe / Cour européenne des droits de l'homme, 2022

Sélection des affaires résumées en mai 2022

ARTICLE 3

Traitement inhumain ou dégradant

Applicabilité aux actes médicaux de féminisation, réalisés sur une personne intersexuée durant son enfance, sans sa connaissance et son consentement : *question laissée ouverte*

M c. France (déc.), 42821/18, 26.4.2022..... Décision | Résumé juridique

Obligations positives (volet matériel) | Enquête effective

Absence de protection de la propriétaire d'un bar militante LGBT contre un incendie criminel et des agressions physiques et verbales homophobes, et absence d'enquête effective : *violation*

Oganezova c. Arménie, 71367/12 and/et 72961/12, 17.5.2022 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (pénal)

Accès à un tribunal

Prescription opposée à la plainte pénale d'une personne intersexuée pour des actes médicaux de féminisation, réalisés durant son enfance, d'autres voies de recours restant ouvertes : *irrecevable*

M c. France (déc.), 42821/18, 26.4.2022..... Décision | Résumé juridique

Procès équitable

Équité d'une condamnation pour appartenance à l'Organisation terroriste fetullahiste prononcée principalement à raison de l'utilisation prétendument faite d'une application de messagerie cryptée : *dessaisissement au profit de la Grande Chambre*

Yalçinkaya – Turkey/Turquie, 15669/20..... Communication | Résumé juridique

Article 6 § 1 (constitutionnel)

Accès à un tribunal

Rejet disproportionné d'une demande de remboursement des dépens dans un recours devant la Cour constitutionnelle concernant une privation de capacité juridique : *violation*

Dragan Kovačević c. Croatie, 49281/15, 12.5.2022 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 10

Liberté d'expression

Activiste condamné à une amende pour avoir organisé un bref rassemblement pacifique sans déclaration préalable et s'être menotté, ainsi que trois autres personnes, à la barrière du parking d'un bâtiment public pour protester contre un projet minier : *violation*

Bumbeș c. Roumanie, 18079/15, 4.5.2022Arrêt | Résumé juridique

Condamnation justifiée au civil pour diffamation en ce qui concerne les propos tenus par l'ex-président selon lesquels un avocat avait besoin de soins psychiatriques pour l'avoir dénoncé dans une plainte au pénal : *non-violation*

Mesić c. Croatie, 19362/18, 5.5.2022Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 11

Liberté d'association

Caractère non nécessaire dans une société démocratique de la condamnation pénale d'un représentant syndical pour rejet de demandes d'adhésion : *violation*

Vlahov c. Croatie, 31163/13, 5.5.2022Arrêt | Résumé juridique

Refus d'autoriser un parti politique à tenir un congrès dans des villes, faute d'y avoir des structures locales suffisantes, pour pouvoir se présenter aux élections législatives : *non-violation*

Yeşiller ve Sol Gelecek Partisi c. Turquie, 41955/14, 10.5.2022Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 13

Recours effectif

Ineffectivité des recours judiciaires internes pour se plaindre des conditions de détention : *violation*

Volodya Avetisyan c. Arménie, 39087/15, 3.5.2022Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 14

Discrimination (article 3)

Absence de protection de la propriétaire d'un bar militante LGBT contre un incendie criminel et des agressions physiques et verbales homophobes, et absence d'enquête effective : *violation*

Oganezova c. Arménie, 71367/12 and/et 72961/12, 17.5.2022Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 8)

Ordonnance révisable et révocable interdisant à un témoin de Jéhovah de faire participer activement sa jeune enfant, élevée dans la foi catholique, à ses pratiques religieuses : *non-violation*

T.C. c. Italie, 54032/18, 19.5.2022Arrêt | Résumé juridique

Pas de discrimination envers une personne en fauteuil roulant dans l'impossibilité d'accéder à deux bâtiments gérés par l'administration locale, compte tenu des autres mesures importantes prises par cette dernière pour améliorer l'accessibilité : *non-violation*

[Arnar Helgi Lárusson c. Islande, 23077/19, 31.5.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 46

Exécution de l'arrêt – Mesures individuelles

État défendeur tenu de prendre des mesures d'abolition de la ségrégation dans une école primaire fréquentée presque exclusivement par des enfants roms et égyptiens

[X et autres c. Albanie, 73548/17 et 45521/19, 31.5.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 12

Interdiction générale de la discrimination

Absence de mise en œuvre de mesures rapides et complètes d'abolition de la ségrégation dans une école primaire fréquentée presque exclusivement par des enfants roms et égyptiens : *violation*

[X et autres c. Albanie, 73548/17 et 45521/19, 31.5.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

Table des matières

Index cumulatif janvier–mai 2022

LISTE DES AFFAIRES PAR ARTICLE DE LA CONVENTION ET MOTS-CLÉS PERTINENTS

ARTICLE 1

Juridiction des États	9
-----------------------------	---

ARTICLE 2

Obligations positives (volet matériel)	9
Enquête effective.....	9

ARTICLE 3

Traitement inhumain ou dégradant.....	10
Obligations positives (volet matériel)	10
Enquête effective.....	10
Extradition	10

ARTICLE 5

Article 5 § 1 e)

Aliéné	10
--------------	----

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Droits et obligations de caractère civil	11
Accès à un tribunal	11
Procès équitable	11
Délai raisonnable.....	11
Tribunal établi par la loi.....	11

Article 6 § 1 (pénal)

Accès à un tribunal	12
Procès équitable	12

Article 6 § 1 (constitutionnel)

Accès à un tribunal	12
---------------------------	----

Article 6 § 2

Présomption d'innocence	12
-------------------------------	----

Article 6 § 3 a)

Information sur la nature et la cause de l'accusation	13
---	----

Article 6 § 3 c)

Se défendre avec l'assistance d'un défenseur	13
Assistance d'un défenseur de son choix	13

Article 6 § 3 d)	Interrogation des témoins.....	13
ARTICLE 7	<i>Nullum crimen sine lege</i> <i>Nulla poena sine lege</i>	13
ARTICLE 8	Respect de la vie privée et familiale	14
	Respect de la vie privée.....	14
	Respect de la vie familiale	14
	Respect du domicile.....	14
	Respect de la correspondance.....	14
	Obligations positives	14
ARTICLE 10	Liberté d'expression	15
	Liberté de communiquer des informations	16
ARTICLE 11	Liberté de réunion pacifique	16
	Liberté d'association	16
ARTICLE 13	Recours effectif	16
ARTICLE 14	Discrimination (article 2)	16
	Discrimination (article 3)	17
	Discrimination (article 8)	17
	Discrimination (article 9)	17
	Discrimination (article 1 du Protocole n° 1).....	17
ARTICLE 34	Victime.....	17
	Entraver l'exercice du droit de recours.....	17
ARTICLE 35	Article 35 § 1	
	Épuisement des voies de recours internes Recours interne effectif – Russie.....	18
	Délai de six mois.....	18
ARTICLE 37	Radiation du rôle.....	18
ARTICLE 46	Exécution de l'arrêt – Mesures individuelles	18

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1

Réglementer l'usage des biens..... 18
Privation de propriété..... 19

ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1

Libre expression de l'opinion du peuple | Vote..... 19
Se porter candidat aux élections..... 19

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 4

Interdiction des expulsions collectives d'étrangers..... 19

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 12

Interdiction générale de la discrimination 19

PROTOCOLE N° 16

Avis consultatifs 20

Liste des affaires par article de la Convention et mots-clés pertinents

ARTICLE 1

Jurisdiction des États

Décès d'un soldat espagnol, tué par des tirs israéliens lors d'une mission de maintien de la paix menée sous l'égide de l'ONU au Liban : *absence de juridiction ; irrecevable*

Toledo Polo c. Espagne (déc.), 39691/18, 22.3.2022 Décision | Résumé juridique

ARTICLE 2

Obligations positives (volet matériel)

Manquement à l'obligation d'empêcher des violences fondées sur le sexe commises par un policier : *violation*

A et B c. Géorgie, 73975/16, 10.2.2022 Arrêt | Résumé juridique

Mesures immédiates et adaptées des autorités pour retrouver une schizophrène suicidaire de 18 ans disparue : *non-violation*

Gonçalves Monteiro c. Portugal, 65666/16, 15.3.2022 Arrêt | Résumé juridique

Défaut de protection par les autorités d'une femme tuée par son époux, alors qu'elle avait plusieurs fois porté plainte pour violences conjugales sur une période de 9 mois : *violation*

Y et autres c. Bulgarie, 9077/18, 22.3.2022 Arrêt | Résumé juridique

Absence de mesures visant à protéger la vie d'un appelé qui s'était suicidé, bien qu'il eût été harcelé, mêlé à un différend financier et dissuadé de signaler des méfaits au sein de son unité militaire : *violation*

Nana Muradyan c. Arménie, 69517/11, 5.4.2022 Arrêt | Résumé juridique

Absence de mesures préventives des autorités face à des violences domestiques récurrentes ayant abouti à la tentative de meurtre de la requérante par son compagnon et au meurtre de leur fils : *violation*

Landi c. Italie, 10929/19, 7.4.2022 Arrêt | Résumé juridique

Enquête effective

Enquête sur des coups de feu mortels tirés par des soldats en Irlande du Nord suffisamment approfondie et étendue malgré quelques lacunes relevées : *irrecevable*

Gribben c. Royaume-Uni (déc.), 28864/18, 25.1.2022 Décision | Résumé juridique

Manquement d'enquêter sur la passivité des forces de l'ordre suite à des violences fondées sur le sexe commises par un policier : *violation*

A et B c. Géorgie, 73975/16, 10.2.2022 Arrêt | Résumé juridique

Manque de célérité et d'effectivité de l'enquête sur la disparition d'une jeune schizophrène suicidaire : *violation*

Gonçalves Monteiro c. Portugal, 65666/16, 15.3.2022 Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 3

Traitement inhumain ou dégradant

Détention, durant deux ans, en milieu carcéral ordinaire d'une personne bipolaire dans de mauvaises conditions et sans stratégie thérapeutique globale de prise en charge de sa pathologie : *violation*

Sy c. Italie, 11791/20, 24.1.2022Arrêt | Résumé juridique

Rétention administrative durant quatorze jours dans le but d'éloignement d'un enfant étranger âgé de huit ans accompagné de ses parents dans un centre inadapté : *violation*

N.B. et autres c. France, 49775/20, 31.3.2022Arrêt | Résumé juridique

Applicabilité aux actes médicaux de féminisation, réalisés sur une personne intersexuée durant son enfance, sans sa connaissance et son consentement : *question laissée ouverte*

M c. France (déc.), 42821/18, 26.4.2022 Décision | Résumé juridique

Obligations positives (volet matériel)

Mesures adéquates et proportionnées lors de la pandémie de Covid-19 visant à protéger la santé du requérant incarcéré, qui n'a qu'un seul rein, et à limiter la propagation du virus : *non-violation*

Fenech c. Malte, 19090/20, 1.3.2022Arrêt | Résumé juridique

Absence de protection de la propriétaire d'un bar militante LGBT contre un incendie criminel et des agressions physiques et verbales homophobes, et absence d'enquête effective : *violation*

Oganezova c. Arménie, 71367/12 and/et 72961/12, 17.5.2022Arrêt | Résumé juridique

Enquête effective

Absence de protection de la propriétaire d'un bar militante LGBT contre un incendie criminel et des agressions physiques et verbales homophobes, et absence d'enquête effective : *violation*

Oganezova c. Arménie, 71367/12 and/et 72961/12, 17.5.2022Arrêt | Résumé juridique

Extradition

Absence de risque individuel réel en cas d'extradition d'Ouzbeks de souche vers le Kirghizistan : *l'extradition n'emporterait pas violation*

Khasanov et Rakhmanov c. Russie [GC], 28492/15 et 49975/15, 29.4.2022Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 5

Article 5 § 1 e)

Aliéné

Maintien en détention en prison ordinaire d'un bipolaire, malgré son placement dans un établissement adapté ordonné par les tribunaux nationaux, faute de places disponibles : *violation*

Sy c. Italie, 11791/20, 24.1.2022Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Droits et obligations de caractère civil

Absence de contrôle juridictionnel de la cessation prématurée, *ex lege*, consécutive à une réforme législative, du mandat de membre du Conseil national de la magistrature d'un juge en exercice de la Cour administrative suprême : *violation*

Grzęda c. Pologne [GC], 43572/18, 15.3.2022Arrêt | Résumé juridique

Accès à un tribunal

Retrait, sans contrôle judiciaire, de l'effet suspensif des recours des pères, ayant permis le départ à l'étranger des enfants avec leurs mères et ainsi entraîné l'incompétence des tribunaux internes : *violations*

Plazzi c. Suisse, 44101/18, 8.2.2022Arrêt | Résumé juridique

Roth c. Suisse, 69444/17, 8.2.2022Arrêt | Résumé juridique

Absence de contrôle juridictionnel de la cessation prématurée, *ex lege*, consécutive à une réforme législative, du mandat de membre du Conseil national de la magistrature d'un juge en exercice de la Cour administrative suprême : *violation*

Grzęda c. Pologne [GC], 43572/18, 15.3.2022Arrêt | Résumé juridique

Législation sur l'immunité de juridiction ayant empêché les requérantes d'introduire des actions en justice après avoir été licenciées par des ambassades étrangères au Royaume-Uni : *violations*

Benkharbouche et Janah c. Royaume-Uni, 19059/18 et 19725/18, 5.4.2022Arrêt | Résumé juridique

Procès équitable

Juste équilibre entre les parties et caractère contradictoire d'une procédure civile non compromis par la participation d'un procureur, magistrat indépendant sans pouvoirs spéciaux en droit interne : *non-violation*

Kramareva c. Russie, 4418/18, 1.2.2022Arrêt | Résumé juridique

Aucune raison assez impérieuse pour justifier une loi rétroactive réglant au fond des litiges en matière de pensions faisant l'objet de procédures pendantes : *violation*

D'Amico c. Italie, 46586/14, 17.2.2022Arrêt | Résumé juridique

Délai raisonnable

Durée excessive, non justifiée par des mesures liées à la Covid-19, d'une procédure – qui dure depuis six ans – engagée par des grands-parents pour obtenir la garde de leurs petits-enfants privés de protection parentale : *violation*

Q et R c. Slovaquie, 19938/20, 8.2.2022Arrêt | Résumé juridique

Tribunal établi par la loi

Violations manifestes, à la suite d'une réforme législative, dans la nomination à la chambre civile de la Cour suprême des juges qui ont examiné le recours en matière civile formé par la société requérante : *violation*

Advance Pharma sp. z o.o c. Pologne, 1469/20, 3.2.2022Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 1 (pénal)

Accès à un tribunal

Prescription opposée à la plainte pénale d'une personne intersexuée pour des actes médicaux de féminisation, réalisés durant son enfance, d'autres voies de recours restant ouvertes : *irrecevable*

M c. France (déc.), 42821/18, 26.4.2022..... Décision | Résumé juridique

Procès équitable

Utilisation au procès des aveux initiaux d'un suspect de terrorisme détenu au secret qui s'était vu refuser, sans motivation individualisée, l'accès à l'avocat de son choix et à un avocat commis d'office : *violation*

Atristain Gorosabel c. Espagne, 15508/15, 18.1.2022..... Arrêt | Résumé juridique

Condamnation fondée sur les déclarations écrites de témoins absents, qui avaient été entendus par les tribunaux de leur lieu de résidence, la juridiction de jugement n'ayant pas pris toutes les mesures raisonnables pour assurer leur comparution : *violation*

Faysal Pamuk c. Turquie, 430/13, 18.1.2022..... Arrêt | Résumé juridique

Condamnation du requérant reposant sur ses déclarations et celles de son coaccusé réalisées dès le stade initial de l'enquête sans la présence d'un avocat en application de la loi : *violation*

Tonkov c. Belgique, 41115/14, 8.3.2022..... Arrêt | Résumé juridique

Manque d'équité d'un procès résultant d'un défaut de notification de chefs d'accusation et d'assistance juridique au requérant interrogé en qualité de témoin alors qu'il faisait déjà l'objet d'une enquête et de soupçons : *violation*

Bjarki H. Diego c. Islande, 30965/17, 15.3.2022..... Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 1 (constitutionnel)

Accès à un tribunal

Rejet disproportionné d'une demande de remboursement des dépens dans un recours devant la Cour constitutionnelle concernant une privation de capacité juridique : *violation*

Dragan Kovačević c. Croatie, 49281/15, 12.5.2022..... Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 2

Présomption d'innocence

Relaxe au pénal prononcée après un arrêt de cour d'appel ayant établi la responsabilité civile de l'intéressé pour les mêmes faits, invoquée ensuite devant la Cour de cassation pour contester ladite responsabilité : *article 6 § 2 applicable*

Diamantopoulos c. Grèce (déc.), 68144/13, 8.3.2022..... Décision | Résumé juridique

Article 6 § 3 a)

Information sur la nature et la cause de l'accusation

Manque d'équité d'un procès résultant d'un défaut de notification de chefs d'accusation et d'assistance juridique au requérant interrogé en qualité de témoin alors qu'il faisait déjà l'objet d'une enquête et de soupçons : *violation*

[Bjarki H. Diego c. Islande, 30965/17, 15.3.2022](#).....Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 3 c)

Se défendre avec l'assistance d'un défenseur

Utilisation au procès des aveux initiaux d'un suspect de terrorisme détenu au secret qui s'était vu refuser, sans motivation individualisée, l'accès à l'avocat de son choix et à un avocat commis d'office : *violation*

[Atristain Gorosabel c. Espagne, 15508/15, 18.1.2022](#).....Arrêt | Résumé juridique

Condamnation du requérant reposant sur ses déclarations et celles de son coaccusé réalisées dès le stade initial de l'enquête sans la présence d'un avocat en application de la loi : *violation*

[Tonkov c. Belgique, 41115/14, 8.3.2022](#).....Arrêt | Résumé juridique

Manque d'équité d'un procès résultant d'un défaut de notification de chefs d'accusation et d'assistance juridique au requérant interrogé en qualité de témoin alors qu'il faisait déjà l'objet d'une enquête et de soupçons : *violation*

[Bjarki H. Diego c. Islande, 30965/17, 15.3.2022](#).....Arrêt | Résumé juridique

Assistance d'un défenseur de son choix

Utilisation au procès des aveux initiaux d'un suspect de terrorisme détenu au secret qui s'était vu refuser, sans motivation individualisée, l'accès à l'avocat de son choix et à un avocat commis d'office : *violation*

[Atristain Gorosabel c. Espagne, 15508/15, 18.1.2022](#).....Arrêt | Résumé juridique

Article 6 § 3 d)

Interrogation des témoins

Condamnation fondée sur les déclarations écrites de témoins absents, qui avaient été entendus par les tribunaux de leur lieu de résidence, la juridiction de jugement n'ayant pas pris toutes les mesures raisonnables pour assurer leur comparution : *violation*

[Faysal Pamuk c. Turquie, 430/13, 18.1.2022](#).....Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 7

Nullum crimen sine lege | *Nulla poena sine lege*

Avis consultatif sur l'applicabilité de la prescription aux poursuites, condamnations et sanctions pour des infractions constitutives, en substance, d'actes de torture

[Avis consultatif demandé par la Cour de cassation arménienne \[GC\], P16-2021-001, 26.4.2022](#).....Avis | Résumé juridique

ARTICLE 8

Respect de la vie privée et familiale

Refus de délivrer à une personne transgenre un acte de naissance complet sans mention de sa conversion sexuelle, alors que l'extrait de l'acte et les nouveaux documents d'identité n'indiquent que le nouveau sexe : *non-violation*

Y c. Pologne, 74131/14, 17.2.2022Arrêt | Résumé juridique

Respect de la vie privée

Insuffisance des garanties offertes par la loi contre l'arbitraire et les abus en matière de surveillance secrète, de conservation de données de communication et d'accès à ces données : *violations*

Ekimdzhev c. Bulgarie, 70078/12, 11.1.2022Arrêt | Résumé juridique

Rejet injustifié par les tribunaux du recours contre le non-respect de l'exigence légale de recueillir par écrit le consentement à l'une des trois opérations chirurgicales connexes : *violation*

Reyes Jimenez c. Espagne, 57020/18, 8.3.2022Arrêt | Résumé juridique

Respect de la vie familiale

Refus du tribunal d'entendre de jeunes enfants privés de protection parentale, représentés par les services sociaux et non par un tuteur *ad litem*, dans une procédure de placement engagée par les grands-parents requérants : *non-violation*

Q et R c. Slovaquie, 19938/20, 8.2.2022Arrêt | Résumé juridique

Respect du domicile

Pénétration de la police dans le domicile, sans base légale ni consentement d'un étranger lui ayant ouvert la porte, dans le cadre du suivi d'une mesure d'éloignement : *violation*

Sabani c. Belgique, 53069/15, 8.3.2022Arrêt | Résumé juridique

Procédure devant les juridictions internes et ordonnances enjoignant aux membres d'une communauté des gens du voyage de quitter un site illégalement occupé : *irrecevable*

Faulkner et McDonagh c. Irlande (déc.), 30391/18 et 30416/18, 8.3.2022 Décision | Résumé juridique

Respect de la correspondance

Insuffisance des garanties offertes par la loi contre l'arbitraire et les abus en matière de surveillance secrète, de conservation de données de communication et d'accès à ces données : *violations*

Ekimdzhev c. Bulgarie, 70078/12, 11.1.2022Arrêt | Résumé juridique

Obligations positives

Rejet injustifié par les tribunaux du recours contre le non-respect de l'exigence légale de recueillir par écrit le consentement à l'une des trois opérations chirurgicales connexes : *violation*

Reyes Jimenez c. Espagne, 57020/18, 8.3.2022Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 10

Liberté d'expression

Caractère injustifié et disproportionné de la condamnation d'un journaliste et de la sanction imposée à celui-ci pour des propos qu'il avait tenus au sujet de personnes morales connues lors d'une audition publique devant une commission parlementaire : *violation*

[Freitas Rangel c. Portugal, 78873/13, 11.1.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

Amende de 14 EUR infligée à un contre-manifestant pour avoir déployé, au milieu des manifestants, une banderole provocatrice dénaturant le message de la manifestation et susceptible de provoquer des troubles : *non-violation*

[Manannikov c. Russie, 9157/08, 1.2.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

Absence de but légitime à l'action en diffamation dirigée contre un média afin de protéger la « réputation » d'une autorité publique sans lien avec une quelconque activité économique : *violation*

[OOO Memo c. Russie, 2840/10, 15.3.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

Caractère justifié de la révocation de la licence de radiodiffusion d'une chaîne de télévision à la suite de manquements graves et répétés à l'obligation légale de veiller à l'équilibre et au pluralisme politiques dans les bulletins d'information : *non-violation*

[NIT S.R.L. c. République de Moldova \[GC\], 28470/12, 5.4.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

Poursuites pour des infractions administratives pour avoir appelé les électeurs à ne pas voter pour un parti ou à s'abstenir de voter à des élections : *violation*

[Teslenko et autres c. Russie, 49588/12 et al, 5.4.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

La reconnaissance de culpabilité d'un médecin pro-euthanasie et sa condamnation à une peine de prison avec sursis pour avoir aidé plusieurs personnes à se suicider et les avoir conseillés sur la manière de procéder étaient justifiées et proportionnées : *non-violation*

[Lings c. Danemark, 15136/20, 12.4.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

Interdiction faite à un journal de publier une photographie accompagnée de la légende « néo-nazi condamné », vingt ans après la condamnation de la personne concernée (entre-temps effacée de son casier judiciaire), celle-ci n'étant plus connue du public et n'ayant plus commis aucune infraction après sa condamnation : *non-violation*

[Mediengruppe Österreich GmbH c. Autriche, 37713/18, 26.4.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

Activiste condamné à une amende pour avoir organisé un bref rassemblement pacifique sans déclaration préalable et s'être menotté, ainsi que trois autres personnes, à la barrière du parking d'un bâtiment public pour protester contre un projet minier : *violation*

[Bumbeș c. Roumanie, 18079/15, 4.5.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

Condamnation justifiée au civil pour diffamation en ce qui concerne les propos tenus par l'ex-président selon lesquels un avocat avait besoin de soins psychiatriques pour l'avoir dénoncé dans une plainte au pénal : *non-violation*

[Mesić c. Croatie, 19362/18, 5.5.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

Liberté de communiquer des informations

Refus pour des motifs de sécurité nationale, assorti de garanties procédurales adéquates et proportionné, d'accorder l'accès à des documents secrets relatifs à une partie sensible de l'histoire récente du pays : *non-violation*

Šeks c. Croatie, 39325/20, 3.2.2022Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 11

Liberté de réunion pacifique

Durée excessivement longue de détentions provisoires et de peines d'emprisonnement à la suite d'une manifestation au prétoire certes perturbatrice mais non-violente : *violation*

Ekrem Can et autres c. Turquie, 10613/10, 8.3.2022Arrêt | Résumé juridique

Interdiction générale des réunions publiques, pendant deux mois et demi au début de la pandémie de Covid-19, assortie de sanctions pénales et sans contrôle juridictionnel de proportionnalité : *violation*

Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) c. Suisse, 21881/20, 15.3.2022Arrêt | Résumé juridique

Liberté d'association

Licenciement d'employés fondé sur leur participation à une grève organisée en dehors d'une action syndicale : *article 11 non applicable ; irrecevable*

Barış et autres c. Turquie (déc.), 66828/16 et al., 14.12.2021 Décision | Résumé juridique

Caractère non nécessaire dans une société démocratique de la condamnation pénale d'un représentant syndical pour rejet de demandes d'adhésion : *violation*

Vlahov c. Croatie, 31163/13, 5.5.2022Arrêt | Résumé juridique

Refus d'autoriser un parti politique à tenir un congrès dans des villes, faute d'y avoir des structures locales suffisantes, pour pouvoir se présenter aux élections législatives : *non-violation*

Yeşiller ve Sol Gelecek Partisi c. Turquie, 41955/14, 10.5.2022Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 13

Recours effectif

Ineffectivité des recours judiciaires internes pour se plaindre des conditions de détention : *violation*

Volodya Avetisyan c. Arménie, 39087/15, 3.5.2022Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 14

Discrimination (article 2)

Manquement à l'obligation d'empêcher des violences fondées sur le sexe commises par un policier et d'enquêter sur la passivité des forces de l'ordre : *violations*

A et B c. Géorgie, 73975/16, 10.2.2022Arrêt | Résumé juridique

Pas de preuve que le défaut de protection d'une femme assassinée avait pour origine une discrimination en général ou dans les circonstances particulières de l'espèce : *non-violation*

Y et autres c. Bulgarie, 9077/18, 22.3.2022.....Arrêt | Résumé juridique

Absence de défaillance systémique révélatrice d'une passivité généralisée envers les victimes de violence domestique ; pas d'attitude discriminatoire envers la requérante : *irrecevable*

Landi c. Italie, 10929/19, 7.4.2022Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 3)

Absence de protection de la propriétaire d'un bar militante LGBT contre un incendie criminel et des agressions physiques et verbales homophobes, et absence d'enquête effective : *violation*

Oganezova c. Arménie, 71367/12 and/et 72961/12, 17.5.2022Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 8)

Ordonnance révisable et révocable interdisant à un témoin de Jéhovah de faire participer activement sa jeune enfant, élevée dans la foi catholique, à ses pratiques religieuses : *non-violation*

T.C. c. Italie, 54032/18, 19.5.2022Arrêt | Résumé juridique

Pas de discrimination envers une personne en fauteuil roulant dans l'impossibilité d'accéder à deux bâtiments gérés par l'administration locale, compte tenu des autres mesures importantes prises par cette dernière pour améliorer l'accessibilité : *non-violation*

Arnar Helgi Lárusson c. Islande, 23077/19, 31.5.2022Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 9)

Pas d'exonération fiscale des immeubles affectés à l'exercice public du culte non reconnu, le régime de reconnaissance manquant de garanties minimales d'équité et d'objectivité : *violation*

Assemblée chrétienne des Témoins de Jéhovah d'Anderlecht et autres c. Belgique, 20165/20, 5.4.2022Arrêt | Résumé juridique

Discrimination (article 1 du Protocole n° 1)

Pas d'exonération fiscale des immeubles affectés à l'exercice public du culte non reconnu, le régime de reconnaissance manquant de garanties minimales d'équité et d'objectivité : *violation*

Assemblée chrétienne des Témoins de Jéhovah d'Anderlecht et autres c. Belgique, 20165/20, 5.4.2022Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 34

Victime

Pas de justification à l'inexécution durant sept jours de la mesure provisoire de faire cesser la rétention d'un enfant étranger dans le but d'éloignement : *violation*

N.B. et autres c. France, 49775/20, 31.3.2022.....Arrêt | Résumé juridique

Entraver l'exercice du droit de recours

Retard de 35 jours excessivement long dans l'exécution de la mesure provisoire de la Cour demandant le placement d'un bipolaire dans une résidence spécialisée : *violation*

Sy c. Italie, 11791/20, 24.1.2022Arrêt | Résumé juridique

Pas de justification à l'inexécution durant sept jours de la mesure provisoire de faire cesser la rétention d'un enfant étranger dans le but d'éloignement : *violation*

N.B. et autres c. France, 49775/20, 31.3.2022.....Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 35

Article 35 § 1

Épuisement des voies de recours internes | Recours interne effectif – Russie

Nouveau recours indemnitaire effectif à épuiser à partir du 1^{er} janvier 2020 par les acquéreurs de bonne foi de logements restitués à l'État sans indemnisation, y compris avant cette date

Lidiya Nikitina c. Russie, 8051/20, 15.3.2022.....Arrêt | Résumé juridique
Olkhovik et autres c. Russie (déc.), 11279/17, 22.2.2022..... Décision | Résumé juridique

Délai de six mois

Requête introduite pendant la prolongation légitime de trois mois du délai de six mois fixée au printemps 2020, période critique de la pandémie mondiale de Covid-19 : *exception préliminaire rejetée*

Saakashvili c. Géorgie (déc.), 6232/20 et 22394/20, 1.3.2022..... Décision | Résumé juridique

ARTICLE 37

Radiation du rôle

Reconnaissance par le Gouvernement de violations de la Convention mais offre de réparation inadéquate : *demande de radiation rejetée*

Benkharbouche et Janah c. Royaume-Uni, 19059/18 et 19725/18, 5.4.2022Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 46

Exécution de l'arrêt – Mesures individuelles

État défendeur tenu de prendre des mesures d'abolition de la ségrégation dans une école primaire fréquentée presque exclusivement par des enfants roms et égyptiens

X et autres c. Albanie, 73548/17 et 45521/19, 31.5.2022Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1

Réglementer l'usage des biens

Saisie des actions d'une société détenues par les requérants avec un blocage total, pendant quatre ans et huit mois, de tous les droits étant rattachés à celles-ci, sans justification suffisante : *violation*

Sebeleva et autres c. Russie, 42416/18, 1.3.2022.....Arrêt | Résumé juridique

Garanties procédurales insuffisantes contre la longue immobilisation de tous les avoirs de la requérante à Malte à la suite d'une demande d'entraide judiciaire formée par les autorités kazakhes, vraisemblablement à des fins cachées de persécution politique : *violation*

[Shorazova c. Malte, 51853/19, 3.3.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

Privation de propriété

Absence d'indemnisation des charges résultant du handicap d'un enfant né comme tel en raison d'une faute lors du diagnostic prénatal, par application rétroactive de la loi : *violation*

[N.M. et autres c. France, 66328/14, 3.2.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

Restitution à l'État d'un appartement tombé en déshérence, sans indemniser l'acquéreur de bonne foi qui ne peut pas se prévaloir d'un nouveau recours indemnitaire : *violation*

[Lidiya Nikitina c. Russie, 8051/20, 15.3.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

[Olkhovik et autres c. Russie \(déc.\), 11279/17, 22.2.2022](#) Décision | Résumé juridique

ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1

Libre expression de l'opinion du peuple | Vote

Privation du droit de vote disproportionnée car automatique du fait du placement sous tutelle partielle du requérant atteint de troubles mentaux, sans examen judiciaire individualisé de son aptitude au vote : *violation*

[Anatoliy Marinov c. Bulgarie, 26081/17, 15.2.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

Se porter candidat aux élections

Avis consultatif concernant l'appréciation de la proportionnalité d'une interdiction générale pour une personne de se porter candidate à une élection après une destitution dans le cadre d'une procédure d'*impeachment*

Avis consultatif demandé par la Cour administrative suprême lituanienne [GC],

[P16-2020-002, 8.4.2022](#)Avis | Résumé juridique

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 4

Interdiction des expulsions collectives d'étrangers

Absence de décisions individuelles pour des migrants arrivés en grands groupes et ayant contourné, sans raisons impérieuses, des procédures réelles et effectives permettant d'entrer légalement : *non-violation*

[A.A. et autres c. Macédoine du Nord, 55798/16 et al., 6.4.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 12

Interdiction générale de la discrimination

Refus discriminatoire de verser à des joueurs d'échecs non-voyants les récompenses financières attribuées à titre de reconnaissance nationale aux joueurs voyants qui avaient remporté des distinctions internationales comparables : *violation*

[Negovanović et autres c. Serbie, 29907/16 et al., 25.1.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

Absence de mise en œuvre de mesures rapides et complètes d'abolition de la ségrégation dans une école primaire fréquentée presque exclusivement par des enfants roms et égyptiens : *violation*

[X et autres c. Albanie, 73548/17 et 45521/19, 31.5.2022](#)Arrêt | Résumé juridique

PROTOCOLE N° 16

Avis consultatifs

Avis consultatif concernant l'appréciation de la proportionnalité d'une interdiction générale pour une personne de se porter candidate à une élection après une destitution dans le cadre d'une procédure d'*impeachment*

[Avis consultatif demandé par la Cour administrative suprême lituanienne \[GC\], P16-2020-002, 8.4.2022](#)Avis | Résumé juridique

Avis consultatif sur l'applicabilité de la prescription aux poursuites, condamnations et sanctions pour des infractions constitutives, en substance, d'actes de torture

[Avis consultatif demandé par la Cour de cassation arménienne \[GC\], P16-2021-001, 26.4.2022](#)Avis | Résumé juridique